

## LYON 69003 OFII AMENAGEMENT DE 380 M2 DE LOCAUX

## RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1



Envoi	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION - Bouslah Abdel	Maître d'ouvrage	abdel.bouslah@ofii.fr
Copie	TERTIAM - Dupré	Maître d'oeuvre	celine.dupre@tertiam.fr

Le chargé d'affaire,  
Aurélien BOUCHEROT

# SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	3
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	8
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	9
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	10
VIII.2 - Solidité des existants.....	12
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	14
VIII.4 - Classement et référentiel.....	25
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	26
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	30

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Aménagement de 380 m2 de locaux au R-1, RDC et R+1

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°R09-C-2023-003J et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (\*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Aurélien BOUCHEROT

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

### IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Aménagement de 380 m2 de locaux au R-1, RDC et R+1

Adresse de l'opération :  
LYON 69003 OFII  
2 rue Moncey  
69003 LYON

### IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

516 000 Euros HT

## IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 6 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

### - Plans architectes - Date : 19/07/2023 - Réception : 19/07/2023

Plans phase PRO:

Plan Coupe VRV / Plan Nord / Plan R-1 / Plan Rdc / Plan R+1

### - Descriptifs - Réception : 04/10/2023

CCTP phase DCE:

Lots: Curage / Démolition / Menuiserie extérieur / Serrurerie / Plâtrerie-doublage / Sol souple / Cloisons démontables / Peinture et revêtement mural / ascenseur / Faux plafond / Menuiseries intérieurs / Acoustiques

### - Plans fluides - Date : 06/09/2023 - Réception : 06/09/2023

CCTP des lots techniques Phase DCE:

Lots CVCP / ELEC

Plans CVC / ELEC / PLB

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### Maître d'ouvrage - OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION

- \* Une déclaration d'effectif par le chef d'établissement devra être communiqué pour avis.

### Maître d'oeuvre - TERTIAM

- Banque d'accueil:

Une banque d'accueil est prévue au rez-de-chaussée et au 1er étage pour l'accueil du public.

Les banques devront présenter un espace permettant d'être utilisé par une personne en fauteuil soit avec un vide de:

- 0,70m de hauteur sus table,
- 0,60m de largeur,
- 0,30m de profondeur.

- Main courante:

Pour mémoire, la main courante de l'escalier doit être:

- située à une hauteur entre 0,80m et 1,00m,
- dépassée en haut et en bas de l'escalier,
- continue et rigide.

- Il est proposé l'implantation d'un appareil élévateur avec une hauteur de cours supérieur à 3,20m.

Cette disposition est à faire validé par la commission d'accessibilité.

- Appareil élévateur:

Le CCTP du lot ascenseur n'indique pas:

- la dimension de la plateforme,
- la surcharge maximal.

- Appareil élévateur:

Le CCTP du lot ascenseur n'indique pas la vitesse normale de l'appareil élévateur.

- Lave-main sanitaire:

Un lave-main est prévu dans le sanitaire PMR, il convient de placer un lavabo en lieu et place au lave-main si absence de lavabo PMR sur le niveau.

- \* Il ne nous a pas été communiqué de PV de la commission de sécurité lié au projet.

- \* Un flash lumineux est prévu implanté dans le sanitaire PMR.

Point de vigilance, il devra être prévu une évacuation pour les personnes en situation de handicap au 1er étage (exemple: siège d'évacuation..).

- \* Locaux de stockage / Isolement:

Le blocs-porte d'accès aux locaux classé à risque "Archives" au R-1 doit également proposer un objectif EI30 et muni d'un ferme-porte.

- \* Issue de secours:

Point de vigilance, au vu du nombre d'issue de secours, 1 issue de 2 unité de passage ouvrant dans le sens inverse de l'évacuation, l'effectif public + personnel ne saurait être supérieur à 50 personnes.

- \* Issue de secours:

Point de vigilance, au vu du nombre d'issue de secours, 1 issue de 2 unité de passage ouvrant dans le sens inverse de l'évacuation, l'effectif public + personnel ne saurait être supérieur à 50 personnes.

- \* L'escalier présente sur les plans une largeur de passage de 1,00m.

Point de vigilance, l'effectif public + personnel ne saurait être supérieur à 50 personnes.

- \* Garde-corps au droit du palier d'escalier:

Le garde-corps a droit de la trémie de l'escalier doit proposer une hauteur de protection supérieur à 1,00m.

### **Maître d'oeuvre - TERTIAM**

- \* Une déclaration d'effectif par le chef d'établissement devra être communiqué pour avis.
- \* Escalier:  
Si l'escalier est neuf, les marches de l'escalier devront présenter:
  - une hauteur inférieure à 17cm,- un giron supérieur à 28cm.

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### **MENUISERIE - VITRAGE**

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité
- Avis technique du CSTB
- Verrière - plan ossature - détail d'exécution - inertie profils

### **EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE - INSTALLATION DE FLUIDES ET INSTALLATION DE LEVAGE**

- Plan et étude du BET fluide
- Tracé

### **GARDE CORPS**

- Plan d'exécution
- Justification résistance aux chocs

### **ELECTRICITE**

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection

### **SECURITE INCENDIE**

#### **Généralités**

- Documents administratifs : notice de sécurité
- Documents administratifs : déclaration d'effectifs
- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier

#### **Structures**

- Isolant fond de coffrage sous dalle béton : PV de résistance au feu

#### **Cloisons et plafonds**

- Plafonds coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure
- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure

#### **Portes**

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure

#### **Ascenseur**

- Ascenseurs : déclaration de conformité CE

#### **Aménagements**

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu
- Sols souples linoléum : PV de réaction au feu
- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu

#### **Chauffage / climatisation / ventilation**

- Calorifuge canalisation chauffage/ECS/climatisation : PV de réaction au feu
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Calorifugeages ventilation : PV de réaction au feu M1
- Centrale de traitement d'air : PV de réaction au feu des calorifuges de la CTA

#### **Eclairage**

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires



## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

## VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>HYPOTHESES GENERALES</b></p> <p><b>SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE</b></p> <p><b>Dispositions particulières</b></p> <p><b>Eléments porteurs horizontaux</b></p> <p><b>MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE</b></p> <p><b>MENUISERIES EXTERIEURES</b></p> <p><b>Principe constructif général</b> Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement Remplissages</p> <p><b>FACADES LEGERES - MURS-RIDEAUX</b></p> <p><b>Principe constructif général</b> Composition de la façade légère Compatibilité du remplissage avec l'environnement</p> <p><b>GARDE-CORPS</b></p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	<p>La création de la trémie de l'appareil élévateur propose le renforcement de la trémie du plancher par la mise en œuvre d'un profilé métallique en HEB 240 chevillé en sous face de la dalle existante.</p> <p>Le décaissé du plancher du rez-de-chaussée afin de mettre en place d'appareil élévateur impose le renforcement de la dalle par la mise en œuvre de plats carbones.</p> <p>Les menuiseries extérieurs sont proposé en aluminium. Le virage est proposé feuilleté.</p> <p>L'ossature de la façade est prévue en profilé métallique. Le vitrage de la façade rideau est proposé en double ou triple vitrage avec une performance thermique.</p> <p>Garde-corps au droit du palier d'escalier prévu au CCTP.</p>

## VIII.2 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).



## VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Code de la construction et de l'habitation</b>  <b>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</b>	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant		Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements		Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)		Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires		Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire		
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté	PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié
	II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM	Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
Art. 1	<b>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</b>  Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19  Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre  Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent  Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM	
		PM	A la charge du MOA





Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 5	En cas d'installation ou de renouvellement des appareils d'interphonie : boucle d'induction magnétique selon annexe 9 ou NF EN 60.118-4 et retour visuel des informations principales fournies	SO	<p><b>Banque d'accueil:</b></p> <p>Une banque d'accueil est prévue au rez-de-chaussée et au 1er étage pour l'accueil du public.  Les banques devront présenter un espace permettant d'être utilisé par une personne en fauteuil soit avec un vide de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,70m de hauteur sus table,</li> <li>- 0,60m de largeur,</li> <li>- 0,30m de profondeur.</li> </ul> <p>Suivant le CCTP du lot électrique les bureaux sont prévus avec un niveau d'éclairement de 500 Lux.</p>
	<b>Dispositions relatives à l'accueil du public</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage, accessibilité et utilisation d'au moins un point d'accueil adapté à l'entrée	AF	
	Toute information sonore nécessaire à l'utilisation du point d'accueil, transmise par moyens adaptés ou doublée par une information visuelle	PM	
	Eclairage renforcé dans les espaces ou équipements de communication	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	Banques d'accueil et mobilier en faisant office utilisables assis ou debout avec communication visuelle	AF	
	Equipement destiné à lire, écrire ou utiliser un clavier (hauteur maximale 0,80m, vide en partie inférieure 0,30m x 0,60m x 0,70m)	AS	
	Si accueil sonorisé (si renouvellement ou installation): obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique selon annexe 9 ou conforme à la norme NF EN 60118-4 avec pictogramme correspondant	SO	
Art. 6	BIM obligatoire pour ERP avec mission de service public et ERP de 1ère et 2ème catégorie	SO	
	Eclairage du poste d'accueil selon art 14 (200 lux)	AF	
	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales	AF	
	Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Caractéristiques dimensionnelles :</b>		
	a) Profil en long		
	Pente ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)	AF	
	Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 5%	SO	
	Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné	PM	
	Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m	PM	
	Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit	PM	
	b) Profil en travers		
	Largeur minimale 1,20m (allées structurantes)	PM	
	Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m	AF	
	Dévers ≤ 3%	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 7	c) Profil en travers (allées non structurantes) Largeur minimale 1,05m au sol et 0,90m mini au-dessus de 20 cm du sol Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour ( $\varnothing=1,50m$ ) tous les 6m et aux croisements des allées non structurantes Dévers $\leq 3\%$	SO AF AF	
	d) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissants fonctionnants sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique	AF PM PM	
	<b>2° Sécurité d'usage</b> Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue Trous et fente de dimension inférieure à 2cm Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...) Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm : Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4 En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement Repérage des vides accessibles sous escaliers Repérage des parois vitrées	AF AF AF SO SO AF AF	Cloison vitrée: Le repérage des parois vitrées est prévu au droit des circulations et cheminement d'accès.
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance : Conformes à l'annexe 7 (plots régulièrement espacés, largeur suffisante, contrastée visuellement, non glissante, sans gêne pour PMR, distance = pas de freinage) ou norme NF P 98-351 Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)	AF SO AF AF	Selon le CCTP lot électrique, 150 lux son prévu dans la cage d'escalier.
	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales</b> Niveau considéré comme étage pour toute dénivellation $\geq 1,20m$ Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis Signalisation des escaliers et ascenseurs si non visibles depuis le hall Dessert de façon sélective, signalisation adaptée des escaliers ou des ascenseurs y compris à proximité des dispositifs de commande sur palier Le numéro ou la dénomination de chaque étage est accessible sur chaque palier, à proximité de l'ascenseur, par une signalétique en relief visuellement contrastée par rapport à son environnement immédiat et fixée de telle sorte qu'une personne présentant une déficience visuelle puisse détecter sa signification par le toucher	AF AF PM AF PM	Bande podotactile prévu au CCTP lot revêtement de sol.
	<b>7.1. escaliers</b>		Selon le CCTP lot électrique, 100 lux son prévu dans la circulation.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>I. - Usage attendu</b> Usage en sécurité y compris avec une aide appropriée	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales pour escaliers d'usage normal avec ou sans ascenseur</b>		
	1° Caractéristiques dimensionnelles Largeur minimale entre mains courantes : 1,00m	AF	Suivant le plan de l'étage, la largeur de l'escalier est de 1,00m entre main courante.
	Marches : hauteur $\leq$ 17cm ; giron $\geq$ 28 cm	PM	Escalier existant.
	2° Sécurité d'usage Signalisation de la 1ère marche en haut et sur palier intermédiaire par contraste visuel et tactile Contremarche pour la 1ère et dernière marche avec contraste visuelle Nez de marches contrastés, non glissants, sans débord excessif Escalier éclairé selon art. 14 (150 lux)	AF AF AF AF	Prévu au CCTP lot revêtement de sol. Prévu au CCTP lot revêtement de sol. Prévu au CCTP lot revêtement de sol. Selon le CCTP lot électrique, 150 lux son prévu dans la cage d'escalier.
	3° Atteinte et usage Main courante de chaque côté	AF	L'escalier est hélicoïdale avec un noyau centrale inférieur à 40cm. Main courante prévue en partie extérieur.
	Située entre 0,80m et 1,00m de hauteur, dépassant les premières et dernières marches d'une longueur de marche, continue, rigide, préhensible, contrastée	PM	Main courante: Pour mémoire, la main courante de l'escalier doit être: - située à une hauteur entre 0,80m et 1,00m, - dépassée en haut et en bas de l'escalier, - continue et rigide.
	Discontinuité de la main courante 10 cm maxi pour escaliers à fut central	SO	L'escalier est hélicoïdale avec un noyau centrale inférieur à 40cm. Main courante prévue en partie extérieur.
	<b>7.2. Ascenseurs</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b> Tous les ascenseurs peuvent être utilisés par les personnes handicapées. Commandes extérieures et intérieures à la cabine repérables et utilisables. Possibilité de prendre appui dans la cabine et transmission des informations liées aux mouvements de cabine aux étages desservis et au système d'alarme	SO	Absence d'ascenseur.
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b> Ascenseur neuf : Selon paragraphe I ci-dessus Ou Conformité à NF-EN-81-70 Obligation d'ascenseur : si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs est atteint ou dépasse 50 personnes. si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs n'atteint pas 50 personnes et que certaines prestations ne peuvent être offertes au rez de chaussée Seuil porté de 50 à 100 personnes pour les établissements d'enseignement (toutes catégories) ou 5ème catégorie avec pb solidité Seuil porté à 25% de la capacité totale du restaurant Hôtels existants : Hôtels 1 étoile, 2 étoiles ou 3 ou non classés avec prestations équivalentes en R+3 maxi	SO PM SO	Absence d'ascenseur. Il est proposé l'implantation d'un élévateur en lieu et place à un accesseur.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Ascenseurs existants avec contraintes structurelles empêchant notamment l'agrandissement de la gaine seules sont exigibles les modifications suivantes sur 1 ascenseur par batterie :</p> <p>Signalisation palière avec signal sonore prévenant du début d'ouverture des portes et deux flèches lumineuses d'une hauteur d'au moins 40 mm indiquant le sens de déplacement avec signal sonore</p> <p>Signalisation en cabine avec indicateur visuel pour connaître la position de la cabine (hauteur des numéros entre 30 et 60 mm) ; message vocal indiquant position à l'arrêt cabine</p> <p>Dispositif de demande de secours avec pictogramme illuminé jaune et signal sonore indiquant que la demande a été émise ; pictogramme vert et signal sonore indiquant que la demande est enregistrée</p> <p>Aide à la communication type boucle magnétique ou équivalent</p> <p>Ascenseurs en batterie :</p> <p>Commande appel spécifique pour la cabine mise en conformité</p> <p>Appareil élévateur en remplacement d'un ascenseur sans dérogation si :</p> <p>Etablissement en zone PPR Inondation ou topographie rendant impossible un cheminement PMR pour accès à l'entrée A l'intérieur d'un Etablissement dans cadre bâti existant</p> <p>Choix du matériel :</p> <p><math>H \leq 50</math> cm EPMR avec nacelle sans gaine</p> <p><math>50 &lt; H \leq 120</math> cm EPMR avec nacelle gaine et portillon</p> <p><math>120 &lt; H \leq 320</math> cm EPMR avec gaine fermée et portillon</p> <p>Interdiction d'accès sous appareil si celui-ci est en position haute</p> <p>Caractéristiques minimales EPMR : Dimension plateforme 140X90 (140X110 si service en angle) Surcharge 250 kg/m<sup>2</sup> soit Capacité 315 kg pour 140X90 Position commande accessible en fauteuil Commande d'appel à enregistrement si EPMR avec gaine fermée hors débattement porte et sans gêne pour circulation Largeur porte ou portillon 90 cm soit 83 cm de passage libre</p> <p>Limitation vitesse nominale entre 0,13 et 0,15 m/s si <math>H = 3,20</math> m</p> <p>Dans EPMR avec nacelle, commandes à pression maintenue tolérées si inclinaison support de commande entre 30 et 45 ° / verticale et force de pression entre 2 et 5 N</p> <p>Ascenseurs libres d'accès sauf établissements scolaires si l'élève concerné reçoit un dispositif permettant usage en toute autonomie</p> <p>EPMR libres d'accès ou mise en place dispositif de signalement (à proximité porte, repérable, contrasté, signalé, H entre 90 et 130 cm et à plus de 40 cm obstacles)</p> <p>Non prise en compte des escaliers mécaniques ou plans inclinés mécaniques</p>	<p>SO</p> <p>SO</p> <p>AS</p> <p>SO</p> <p>AS</p> <p>AS</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	<p>Il est proposé l'implantation d'un appareil élévateur avec une hauteur de cours supérieur à 3,20m.</p> <p>Cette disposition est à faire validé par la commission d'accessibilité.</p> <p>Appareil élévateur: Le CCTP du lot ascenseur n'indique pas: - la dimension de la plateforme, - la surcharge maximal.</p> <p>Appareil élévateur: Le CCTP du lot ascenseur n'indique pas la vitesse normale de l'appareil élévateur.</p>
Art.8	<b>Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés</b>	SO	
Art.9	<p><b>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</b></p> <p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée</p> <p>Absence de gêne visuelle ou sonore</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p>Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm</p> <p>Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)</p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.10	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	AF	Dalles faux plafond: Les dalles de faux plafond sont proposées: - au RDC par des plaques de type TONGA absorption acoustique de 0,65, - au R+1 par des plaques de faux plafond DELTA 4 QUADRIL 0,75 et 0,55.
	<b>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage des portes vitrées	PM	
	Toutes portes manoeuvrables	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	PM	
	SAS de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes		
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b>		
	Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.	AF	
	Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 en largeur utile)	AF	
	Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 en largeur utile)	AF	
	Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté	AF	
Art. 11	Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée	AF	
	<b>2° Atteinte et usage</b>		
	Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »	AF	
	Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles	SO	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	PM	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	PM	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signallement à l'accueil et accès par portes adaptées		
	<b>3° Sécurité d'usage</b>		
	En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement	PM	
	Repérage des portes vitrées	PM	
	<b>Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Présence d'au moins un équipement électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	
	Présence d'au moins un équipement autre qu'électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 12	<b>1° Repérage</b>		
	Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel	PM	
	Commandes électriques repérables par contraste visuel ou tactile	PM	
	Commandes de réglage chauffage /ventilation accessibles au public repérables par contraste visuel ou tactile	PM	
	Autres commandes manuelles repérables par contraste visuel ou tactile	PM	
	<b>2° Atteinte et usage des équipements</b>		
	Atteinte et usage des équipements électriques		
	Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m)	PM	
	Utilisation en position debout comme assis	PM	
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour les commandes manuelles et 40 cm obstacle	PM	
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour équipement nécessitant de voir, lire, entendre, parler	PM	
	Interrupteurs et boutons de commande (mis à disposition du public) à effleurement interdits	PM	
	Guichet d'information ou vente manuelle avec communication sonorisée : obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique avec pictogramme correspondant	SO	
	Atteinte et usage des équipements de chauffage ventilation accessibles au public	PM	
	Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m)		
	Utilisation en position debout comme assis		
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour les commandes manuelles et 40 cm obstacle		
	Atteinte et usage des autres équipements manuels	SO	
	<b>Dispositions relatives aux sanitaires</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Présence d'au moins un cabinet d'aisance aménagé et d'un lavabo accessible par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance	AF	
	Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés	SO	
	Respect de la séparation par sexe non obligatoire. Accès au sanitaire PMR « mixte » depuis une circulation commune avec signalisation	SO	Sanitaire mixte.
	Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b>		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débattement de porte	AF	
	Espace de manoeuvre (ø= 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur à proximité de la porte et espace manoeuvre de porte	AF	
	<b>2° Atteinte et usage</b>		
	Dispositif de fermeture de porte	AF	Porte d'accès au sanitaire: La porte d'accès au WC PMR présent un dispositif permettant la fermeture de la porte derrière soi (ferme-porte).
	Lave main à hauteur maximale 0,85 m	SO	
	Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	AF	
	Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 13	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis	AS	<b>Lave-main sanitaire:</b>  <b>Un lave-main est prévu dans le sanitaire PMR, il convient de placer un lavabo en lieu et place au lave-main si absence de lavabo PMR sur le niveau.</b>
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	PM	
	Urinoirs en batterie positionnés à des hauteurs différentes	SO	
	<b>Dispositions relatives aux sorties</b>		
Art. 14	<b>I. - Usage attendu</b> Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b> Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3	PM	
	Absence de confusion avec les sorties de secours	PM	
	<b>Dispositions relatives à l'éclairage</b>		
Art. 15	<b>I. - Usage attendu</b> Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	PM	Prévu au CCTP lot électricité. Prévu au CCTP lot électricité. Prévu au CCTP lot électricité.
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :</b> des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux,	SO	
	des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux,	AF	
	des circulations intérieures horizontales : 100 lux,	AF	
	des escaliers et équipements mobiles : 150 lux	AF	
	des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux.	SO	
	<b>Autres dispositions :</b> Extinction progressive en cas de temporisation	PM	
	Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence	PM	
	Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique	PM	
Art. 16	<b>Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement</b>	PM	Article 16 à 19
Art. 17	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis</b>	SO	
Art. 18	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement</b>	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 19	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel</b>	SO	
Art. 20	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série</b>	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 20	<b>Sous-titrage en français</b> Sous-titrage en français activé sur téléviseurs dans lieux publics si fonctionnalité disponible Mise à disposition d'une notice dans lieux privés pour activer sous-titrage et audio-description	PM	
Art. 21	<b>Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007</b>	PM	
Art. 22	<b>Date d'application : 1er janvier 2015</b>	PM	
Art. 23	<b>Publication au journal officiel</b>	PM	



## VIII.4 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

L'établissement est aménagé dans un bâtiment existant mixte proposant de logements en partis supérieur.

L'établissement est prévu aménagé dans une excoissance présentant 1 niveau inférieur et 1 niveau supérieur sur rez-de-chaussée.

### Description sommaire des installations :

- Installations électriques :
- Equipement d'alarme / SSI : Alarme de type 4
- Moyens d'extinction fixes : Extincteur adapté aux risques
- Ventilation : CTA implanté dans l'établissement
- Chauffage :
- Stockage combustible : SO
- Désenfumage : SO
- Cuisson : SO
- Ascenseur : Monte charge

**Date d'application du référentiel réglementaire : 02/10/2023**

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Il ne nous a pas été communiqué d'effectif sur le présent projet.

Au vu du nombre d'issue de secours il est nécessaire de ne pas dépasser 50 personnes.

Effectif du public : personnes

<b>5ème catégorie de type U</b>
---------------------------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Il ne nous à pas été communiqué le PV de la commission de sécurité lié au projet d'aménagement.

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Règlement de sécurité approuvé par l'arrêté du 22 juin 1990 : dispositions particulières applicables aux ERP de 5ème catégorie.
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

### Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Il ne nous à pas été communiqué le PV de la commission de sécurité lié au projet d'aménagement.

### Autres prescriptions particulières :

## VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b>		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	<b>Section I - Classement des Etablissements</b>		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Nous n'avons pu eu connaissance de la notice de sécurité lié au projet.
			Suivant l'activité proposé l'établissement peut prétendre à un classement de 5ème catégorie de type U sans sommeil et W.
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	<b>Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement</b>		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AS	<b>Il ne nous a pas été communiqué de PV de la commission de sécurité lié au projet.</b>
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	PM	U sans sommeil et W.
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	A respecter par l'exploitant.
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	L'établissement est implanté au pieds d'un immeuble d'habitation.
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	PM	Un flash lumineux est prévu implanté dans le sanitaire PMR.
			Point de vigilance, il devra être prévu une évacuation pour les personnes en situation de handicap au 1er étage (exemple: siège d'évacuation..).
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	AF	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	AF	Aménagement d'un établissement de type administratif dans un local existant sur 1 niveau.
	<b>Section III - Contrôle des Etablissements</b>		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	<b>Section IV - Travaux</b>		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	<b>Section V - Normalisation</b>		
GN 14	<b>Conformité aux normes - Essais de laboratoires.</b>		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	PM	Disposition à valider en phase exécution.
GN 14	Matériels du SSI	PM	Disposition à valider en phase exécution.
GN 14	Matériels électriques	PM	Disposition à valider en phase exécution.
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	PM	Disposition à valider en phase exécution.
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	PM	Disposition à valider en phase exécution.
	<b>Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie</b>		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	<b>Chapitre 1 - Dispositions Générales</b>		
PE 1	Objet - Textes applicables	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 2	Etablissements assujettis	PM	<p>Nous n'avons pu eu connaissance de la notice de sécurité lié au projet.</p> <p>Suivant l'activité proposé l'établissement peut prétendre à un classement de 5ème catégorie de type U sans sommeil et W.</p> <p><b>Une déclaration d'effectif par le chef d'établissement devra être communiqué pour avis.</b></p>
PE 3	Calcul de l'effectif	AS	
PE 4	Vérifications techniques	AF	
	<b>Chapitre 2 - Règles Techniques</b>		
	<b>Section I - Construction, Dégagements, Gaines</b>		
PE 5	Structures	AF	Disposition existant non modifié dans le cadre des travaux.
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	AF	<p>L'établissement est inférieur à 8m.</p> <p>Le plancher haut du 1er étage de l'établissement est en béton armé, permettant l'isolement CF 1heure avec le bâtiment tiers superposé.</p>
PE 7	Accès des secours	AF	
PE 8	Enfouissement	SO	Le public na pas accès au niveau du sous-sol.
PE 9	<b>Locaux présentant des risques particuliers</b>		
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers	AS	<p><b>Locaux de stockage / Isolement:</b></p> <p><b>Le blocs-porte d'accès aux locaux classé à risque "Archives" au R-1 doit également proposer un objectif EI30 et muni d'un ferme-porte.</b></p>
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	SO	
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	SO	
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	SO	
PE 11	<b>Dégagements</b>		
PE11 §1	Généralités	PM	
PE11 §2	Portes	AS	<p><b>Issue de secours:</b></p> <p><b>Point de vigilance, au vu du nombre d'issue de secours, 1 issue de 2 unité de passage ouvrant dans le sens inverse de l'évacuation, l'effectif public + personnel ne saurai être supérieur à 50 personnes.</b></p>
PE11 §3	Calcul des dégagements	AS	<p><b>Issue de secours:</b></p> <p><b>Point de vigilance, au vu du nombre d'issue de secours, 1 issue de 2 unité de passage ouvrant dans le sens inverse de l'évacuation, l'effectif public + personnel ne saurai être supérieur à 50 personnes.</b></p>
		AS	<p><b>L'escalier présente sur les plans une largeur de passage de 1,00m.</b></p> <p><b>Point de vigilance, l'effectif public + personnel ne saurai être supérieur à 50 personnes.</b></p>
PE11 §4	Communication avec les tiers	SO	
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"	AS	<p><b>Issue de secours:</b></p> <p><b>Point de vigilance, au vu du nombre d'issue de secours, 1 issue de 2 unité de passage ouvrant dans le sens inverse de l'évacuation, l'effectif public + personnel ne saurai être supérieur à 50 personnes.</b></p>
PE11 §6	Escaliers encloisonnés	SO	
PE 12	Conduits et gaines	AF	Cloisonnement en 2BA13 + Laine minérale de 45mm.
	<b>Section II - Aménagements Intérieurs</b>		
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	PM	
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
	<b>Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier</b>		
AM 1	Généralités.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Section I – Produits et Matériaux de Parois</b>		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	SO	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Parois en plaques de plâtre.
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Faux plafond:  Les dalles de faux plafond propose une réaction au feu A2-s1,d0 minimum.
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Sol souple classé Bfl-s1 selon CCTP.
AM 8	Produits d'isolation.	AF	
AM 9 - AM 10	<b>Section II - Eléments de Décoration</b>	SO	
AM 11 - AM 14	<b>Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables</b>	SO	
	<b>Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés</b>		
AM 15	Principe général.	PM	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	PM	
AM 17	Planchers légers surélevés.	SO	
AM 18	Rangées de sièges.	SO	
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
PE 14 - PE14§3	<b>Section III - Désenfumage</b>	SO	
PE 15 - PE 19	<b>Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration</b>	SO	
	<b>Section V - Chauffage, Ventilation</b>		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	PM	
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)	PM	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion	SO	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	VMC placé dans le local VRV au RDC.
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée	SO	
PE 24PE 24	<b>Section VI - Installations Electriques</b>	HM	Article traité par un rapport ultérieur.
PE 25 - PE 25§6	<b>Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants</b>	SO	Appareil élévateur prévu.
	<b>Section VIII - Moyens de Secours</b>		
PE 26	<b>Moyens d'extinction</b>		
PE 26§1	Extincteurs	PM	
PE 26§2	Colonnes sèches	SO	
PE 27	<b>Alarme, alerte, consignes</b>		
PE 27§1	Présence du personnel	AF	
PE 27§2	Alarme	AF	Alarme de type 4.
PE 27§3	Téléphone	AF	Par téléphone urbain.
PE27§4	Consignes	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE27§5 PE27§6	Instruction du personnel Affichage des plans	HM PM	A respecter par l'exploitant
PE 28 - PE 37	<b>Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil</b>	SO	
PO 1 - PO 13	<b>Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels</b>	SO	
PU 1 - PU 6	<b>Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins</b>	SO	
	<b>Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs</b> Textes applicables  Les dispositions techniques des articles visant les établissements sportifs de la 4ème catégorie sont applicables aux établissements de 5ème catégorie.	PM	Voir dispositions particulières du type X

## VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

#### applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Implantation et géométrie des garde-corps</b>  <b>Implantation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Talus</li> <li>- Façade</li> <li>- Fenêtres basses (hauteur allège)</li> <li>- Cage d'escalier</li> <li>- Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation</li> <li>- Intérieur</li> </ul>		
NFP 01-012	<b>Dimensions des garde-corps conformes à la NFP 01-012</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hauteur de protection (1 m ou 0,90 m sur nez de marches)</li> <li>- Hauteur de protection réduite (0,90 m)</li> <li>- Éléments permettant l'agenouillement</li> <li>- Espacement entre barreaux verticaux (11 cm)</li> <li>- Vides entre éléments horizontaux (18 cm)</li> <li>- Partie pleine ou vides inférieurs à 5 cm sur 0,45 m de hauteur</li> </ul>	HM  HM   PM	Disposition non modifié par les travaux.  Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.  Garde-corps au droit du palier d'escalier: Le garde-corps a droit de la trémie de l'escalier doit proposer une hauteur de protection supérieur à 1,00m.
NFE 85-015	<b>Dimensions des garde-corps conformes à la NFE 85-015</b>  <b>CODE DU TRAVAIL</b>  <b>Livre II</b>  <b>Titre I</b>  <b>Chapitre IV</b>  <b>SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL</b>	SO	Garde-corps et rampes situés sur les toitures ou dans les locaux, passages et emplacements techniques réservés au personnel d'exploitation ou d'entretien, lorsque ces ouvrages sont prévus.  Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
R4214-5 - R4214-8	<b>Section I Caractéristiques des bâtiments</b>	SO	
R4214-9 - R4214-17	<b>Section 2 Voies de circulation et accès</b>	SO	
R4214-18 - R4214-21	<b>Section 3 : Quais et rampes de déchargement</b>	SO	
R4214-22 à 25	<b>Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail</b>	HM	
R4214-26 à 28	<b>Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés</b>	HM	Voir mission spécifique

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre V</b>		
<b>R4215-1 - R4215-17</b>	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>	HM	Articles traités par un rapport ultérieur.
	<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>		
	<b>Section 1 Dispositions générales</b>		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	SO	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	SO	Bâtiment existant.
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	SO	Bâtiment existant.
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	SO	Bâtiment existant.
R4216-3	Isolement des Tiers	AF	
R4216-4	Détermination de l'effectif	<b>AS</b>	<b>Une déclaration d'effectif par le chef d'établissement devra être communiqué pour avis.</b>
	<b>Section 2 Dégagements</b>		
R4216-5	Largeur des dégagements.	<b>AS</b>	<b>Issue de secours: Point de vigilance, au vu du nombre d'issue de secours, 1 issue de 2 unité de passage ouvrant dans le sens inverse de l'évacuation, l'effectif public + personnel ne saurai être supérieur à 50 personnes.</b>
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	AF	
R4227-6	Manoeuvre des portes	AF	
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	AF	
R4227-9	Conception escaliers	PM	Escalier: Si l'escalier est neuf, les marches de l'escalier devront présenter: - une hauteur inférieur à 17cm,- un giron supérieur à 28cm.
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	PM	
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	AF	
R4227-13	Signalisation des issues	PM	
R4227-14	Eclairage de sécurité		
R4216-7	Saillies et dépôts	PM	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	<b>AS</b>	<b>Issue de secours: Point de vigilance, au vu du nombre d'issue de secours, 1 issue de 2 unité de passage ouvrant dans le sens inverse de l'évacuation, l'effectif public + personnel ne saurai être supérieur à 50 personnes.</b>
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	AF	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	AF	
<b>R4216-13 - R4216-16</b>	<b>Section 3 Désenfumage</b>	SO	



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-17 - R4216-20	<b>Section 4 Chauffage des Locaux</b>	SO	
R4216-21-1 - R4216-23	<b>Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables</b>	SO	
R4216-24 - R4216-29	<b>Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol</b>	SO	
	<b>Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie</b>		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	PM	
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	SO	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	PM	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	SO	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	PM	
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	AF	Alarme de type 4.
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	SO	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	SO	
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	PM	
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	PM	
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
R4216-31 R4216-31	<b>Section 8 – Prévention des explosions</b>	SO	
	<b>Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative</b>		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	<b>Arrêté du 5 Août 1992</b>		
Art. 1 - Art. 9	<b>Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol</b>	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.10 - Art.15	<b>Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 &amp; 2 du Code du travail</b>	SO	
	<b>Installations de Chauffage</b> <b>Arrêté du 23 juin 1978</b>	SO	
	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides</b> <b>Arrêté du 21 mars 1968</b>	SO	
	<b>Installations de Stockage Produits pétroliers</b> <b>Arrêté du 1er juillet 2004</b>	SO	
	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés</b> <b>Arrêté du 30 juillet 1979</b>	SO	
	<b>Installations de Gaz</b> <b>Arrêté du 23 février 2018</b>	SO	
Art 3 décret 2011-36 - R142-5	<b>Conduits de Fumée</b> <b>Arrêté du 22 octobre 1969</b> Conduits de fumée desservant les logements.		
	<b>DETECTEURS DE FUMÉE DANS LES LIEUX D'HABITATION</b> <b>Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013</b>	SO	
	<b>APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR</b>	SO	
D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12- D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12-	<b>DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS</b> <b>Décret 2003-96 du 31 mars 2003</b>	SO	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	<b>PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL</b> Arrêté du 21 DECEMBRE 1993	SO	